

**Reunion Régionale Bilan-Programmation avec les Partenaires du
Programme, Dakar, 19-21 Février 2007**



SOMMAIRE

Programme de Contrôle des Armes Légères en Afrique de l'Ouest: Réunion Bilan-Programmation.....	P.2
<i>par Mohamed Coulibaly</i>	
Qu'est-ce-que le Bilan Programmation?	P.3
<i>par Samba Barry</i>	
Section des Partenaires :	
Projet Armes contre Développement à Adéana (Casamance)	P.4
<i>AFE</i>	
Renforcement du Rôle des Organisations de la Société Civile dans la lutte pour le désarmement	P.4
et l'edification à la paix	
<i>UNREC</i>	
Présentation du Projet Armes Contre Développement à Kayes.....	P.5
<i>Commission Nationale du Mali</i>	
Atelier de Formation des Formateurs en Guinée Conakry.....	P.6
<i>WANEP</i>	

Programme de Contrôle des Armes Légères en Afrique de l'Ouest : Réunion Bilan /Programmation



Mohamed COULIBALY

Du 19 au 21 février 2007 s'est tenu à Dakar la réunion bilan/programmation du programme de contrôle des armes légères mis en œuvre par Oxfam GB et ses partenaires et financé par la coopération suédoise pour une période de 3 ans. Cet atelier est l'un des mécanismes de suivi et d'évaluation institué dans le cadre de la mise en œuvre du programme. Il est avant tout un cadre de concertation et de coordination entre partenaires du programme et Oxfam Grande Bretagne.

Pour le présent atelier, les partenaires et l'équipe de gestion du programme ont passé en revue les activités de la première année de mise en œuvre du programme et planifié la réalisation de nouvelles activités pour la deuxième année.

En tant que cadre de suivi et d'évaluation du programme, un tel exercice sera mené chaque six mois en vue de permettre une bonne gestion du programme.



Participants de la réunion

L'atelier a enregistré la participation effective d'une vingtaine de personnes dont les représentants de tous les partenaires impliqués dans le programme et celui de ASDI (la coopération suédoise).

Les 7 partenaires du programme (UNREC, PANAFSTRAG, WAANSA, WANEP, FOSDA-Ghana, Afrique Enjeux -Sénégal, Commission Nationale sur les armes légères -Mali) ont tour à tour présenté au cours des sessions de la première journée le

bilan des leurs activités. Dans l'ensemble les partenaires ont réalisé l'ensemble des activités planifiées avec des résultats positifs pour la plupart.

Recherche et Etudes

Ainsi, on peut retenir dans le domaine de la Recherche/Etude, la réalisation par PANAFSTRAG d'une étude comparative des législations nationales sur le port, l'utilisation et la détention des armes des 15 Pays membres de la CEDEAO et la détermination d'éléments d'harmonisation de ces législations nationales. Cette étude est particulièrement importante puisqu'elle permet à la CEDEAO de disposer d'un cadre de référence pour un texte harmonisé en matière de contrôle des armes légères dans la sous région conformément aux dispositions de la convention sur les armes légères adoptée par les 15 pays membres de la CEDEAO en juin 2006. Ainsi, comme pour l'adoption de la convention sous régionale, la société civile – les partenaires d'Oxfam GB- prennent le devant dans le cadre l'harmonisation des textes réglementaires et législatifs sur les armes légères en Afrique de l'Ouest.

Renforcement des Capacités

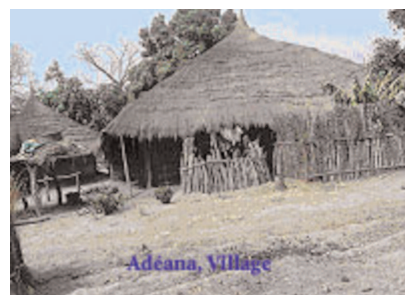
Dans le domaine du Renforcement des capacités, plusieurs activités de formation ont été menées par les partenaires dont notamment la formation des femmes rurales du Mano River Union (Liberia, Sierra Leone, Guinée) en prévention et gestion des conflits dans le cadre des activités du réseau des femmes pour la consolidation de la paix (WIPNET/WANEP).

La mise en place et la formation des comités villageois de gestion de paix, en technique de prévention, médiation et gestion des conflits communautaires. Ces séries de formations ont été menées par les partenaires Afrique Enjeux et Commission Nationale au sud du Sénégal -en Casamance dans la communauté rurale d'Adéane et dans la région de Kayes au Mali- à Nioro, Kenieba et au Nord du Ghana –dans le district de Yendi. Les comités villageois de paix qui ont été institués dans les villages d'intervention du programme d'Oxfam GB sont considérés

comme des mécanismes autonomes de gestion de conflits communautaires par les populations elles-mêmes. Ces comités sont composés uniquement des représentants villageois (chefs de village, chef coutumier, leaders religieux, représentant association des jeunes, du groupement des femmes) . L'objectif est de permettre aux villageois de disposer d'un mécanisme permanent de gestion des conflits communautaires animé par eux-mêmes.

Campagne "Controlons les Armes"

Dans le cadre de la Campagne « contrôlons les armes », les organisations de la société civiles ouest africaines



regroupés au sein du réseau d'action de la société civile sur les armes légères (WAANSA) ont procédé à l'élaboration d'un plan d'action de campagne pour la ratification de la convention de la CEDEAO et la promotion du traité sur le commerce des armes. Ces partenaires se sont engagés entre autres à faire pression sur les gouvernements ouest africains pour l'envoi d'une réponse adéquate à la lettre du Secrétaire Général des Nations Unies sur la faisabilité, le contenu et les caractéristiques d'un traité sur le commerce des armes.

Il faut mentionner que l'appui d'Oxfam GB dans le cadre de ce programme a permis pour la première fois à WAANSA de se faire enregistrer légalement et de disposer d'un secrétariat opérationnel.

Armes contre Développement

Le programme a également un volet « réduction de la pauvreté » dans les zones rurales qui se manifeste notamment par le financement de micro projets de développement au profit des populations dans les domaines de l'agriculture principalement, de l'élevage et du petit commerce.

En échange de ces actions de développement, les

populations sont encouragées à rendre volontairement à la gendarmerie et à la police, les armes détenues illégalement, et parallèlement des actions de sensibilisations sont menées en direction des autorités administratives et politiques pour la prise en charge adéquate de problèmes sécuritaires de la zone. Ceci aura pour résultat l'amélioration des conditions sécuritaires qui à long terme facilite la réalisation des actions de développement local. C'est en en partie, les projets réalisés par Afrique Enjeux, Commission Nationale du Mali et FOSDA du Ghana.

Il s'agit tout naturellement d'une action de gouvernance locale dont le fondement repose sur la relation fonctionnelle entre sécurité et développement et notamment la réduction de la pauvreté au sein des populations locales, la défense des droits notamment celui de

la sécurité des biens et des personnes conformément à la mission globale d'Oxfam GB.

Comme l'a si bien résumé un des participants- Dr Fung Richard, Directeur du Centre des Nations Unies pour le Désarmement en Afrique présent à l'atelier-, « *Oxfam à travers son intervention dans le cadre de ce programme donne un contenu concret au désarmement tel que théorisé par les agences des Nations Unies. Les activités du programme s'inscrivent dans le cadre du désarmement pratique, de la lutte contre la pauvreté et de l'atteinte des objectifs du Millénaire (MDGs) et ceci est à l'honneur d'Oxfam* »

L'atelier s'est achevé par la planification des activités et du budget pour la deuxième année dont un premier bilan sera fait en Août 2007 à Bamako et comme de coutume, une session entière a été consacrée pour une fois plus le rappel des

procédures financières et les conditions du reportage que les partenaires ont appréciés.

La représentante de ASDI, Mme Cisse Kerstin Jonsson a souhaité une bonne continuation à la programmation, après s'être réjouie des résultats positifs du programme et de l'engagement des partenaires et la gestion transparente du programme.

Par Mohamed Coulibaly
Responsable Régional Programme
Transformation des Conflits OGB



Samba BARRY

Qu'est- ce que le Bilan- Programmation ?

Le Bilan- programmation est un mécanisme de suivi, d'échanges et de planification institué le plus souvent dans le cadre de Programme multi- partenaires. Il permet une évaluation croisée des réalisations, une analyse situationnelle, le renforcement mutuel entre partenaires et une planification cohérente et complémentaire des actions de chacun et de tous. La recherche d'un impact plus large et de résultats probants est à la base de cette méthode de travail.

Expérimentée ailleurs notamment par des organismes canadiens, il s'avère être un outil de travail qui a l'avantage de favoriser notamment :

- une mise à niveau des partenaires sur les différentes actions qui se mènent dans des lieux différents
- une analyse des résultats, des leçons apprises, des difficultés, contraintes
- un apprentissage mutuel
- la construction d'un réseau de partenaires travaillant dans des domaines complémentaires

- l'appropriation d'outils d'analyse et de planification...
- la réflexion partagée sur les questions majeures qui interpellent les acteurs de développement.

Il peut être semestriel ou annuel. C'est heureux que Oxfam GB l'ait expérimenté avec ses partenaires à travers le programme conflit.

Samba Barry
Chargé de Projets/ Sénégal



Extrait de la Lettre de M. Baffour Aboa, Président du RASALAO,

au sortir de la Réunion Régionale du Programme de Contrôle des Armes Légères aux Membres du Réseau d'Action sur les Armes Légères en Afrique de l'Ouest :

“Il est à noter que Oxfam GB et ses partenaires ont toujours donné leur soutien au processus de transformation du moratoire sur les armes légères en une convention régionale qui a finalement été signée en juin 2006 par les Etats Membres de la CEDEAO.

A cet effet, Oxfam GB vise à développer la capacité des communautés et des gouvernements en Afrique de l'Ouest pour contrôler la prolifération des armes légères et réduire la demande pour les armes dans la sous-région. Le programme sera exécuté en collaboration avec les partenaires cités ci-dessus. La CEDEAO et le Programme de Contrôle des Armes Légères de la CEDEAO font également partie du groupe des partenaires stratégiques.”

Conscient de leur rôle imporgant dans la campagne du control des armes le RASALAO s'est dès le début du programme attelée à sa lourde tâche notamment :

- *Le Plaidoyer et la sensibilisation des leaders politiques, des organisations régionales et sub-régionales;*
- *La mobilisation populaire et la promotion de la campagne à travers les médias ;*
- *Le renforcement de capacité des acteurs de campagne (formation sur le TCA, le principe global sur les armes).”*

Sections des Partenaires

Afrique Enjeux (AFE)

Près plus de 15 ans d'exil en Guinée-Bissau, les populations d'Adéana retournent au bercail.

La vie a repris à Adéana, un village situé dans la communauté rurale de Djibanar (Casamance, Sénégal). Plus de quinze ans après l'exode provoqué par les attaques des bandes armées, plusieurs familles ont franchi la frontière entre le Sénégal et la



Enfants du Village d'Adéana

Guinée-Bissau. Elles ont retrouvé les maisons qu'elles avaient abandonnées en 1990 à cause du conflit Casamançais.

Le chef du village a été le premier à montrer la voie, en venant s'installer sur la terre des ancêtres.

Mais pour en arriver là, il a fallu tout l'engagement de "Afrique Enjeux" (AFE), qui met en oeuvre, le Projet d'appui à la réinsertion pour la sécurité et le développement (PARSED), dans le cadre du Programme Régional de contrôle de la prolifération

des Armes légères, financé par Oxfam GB et ASDI.

En collaboration avec les communautés de base, des comités de gestion de la paix, épousant les valeurs locales et intégrant la politique de décentralisation initiée par l'Etat, ont été installés pour activer les leviers de prévention des conflits et asseoir des mécanismes qui soient en mesure de promouvoir la non violence armée.

Ces cadres de discussion ont non seulement associé les villages qui étaient restés, mais également les populations des localités déplacées et les réfugiés.

Grâce aux actions qui ont ainsi été engagées, le chef du village d'Adéana a fini par prendre la décision de revenir dans son village. Une initiative fortement soutenue par d'autres membres de sa communauté, qui ont également décidé de rentrer au bercail, malgré les conditions de vie difficiles qu'ils ont retrouvées sur place.

Les dispositions ont été prises pour accompagner le processus de retour des populations de Adéana. En collaboration avec le Comité installé dans le secteur de Bafata (communauté rurale de Djibanar), AF E a mis

en place des micro-projets pour l'amélioration des conditions de vie dans le village.

Grâce à cette action, le village d'Adéana devrait bientôt pouvoir disposer de l'eau potable par le fonçage d'un puits.



Puit en chantier

Un périmètre maraîcher est également en chantier. Ce qui devrait non seulement permettre de lutter contre la pauvreté, mais aussi d'accroître les revenus des populations<

Mais le plus important, c'est que ce projet intègre la dimension transfrontalière. En effet, il associe les populations des deux parties de la frontière, ce qui aidera assurément à stabiliser la situation sécuritaire dans la zone transfrontalière.

Centre Régional des NU pour la Paix & le Désarmement en Afrique (UNREC)

Renforcement du rôle des organisations de la société civile en Afrique dans la lutte pour le désarmement et l'édification de la paix

La montée sans précédent des conflits armés et de la criminalité en Afrique au cours de ces dernières périodes a eu des conséquences désastreuses sur la sécurité et les moyens de subsistance de ses populations. Ces conflits trouvent leurs racines dans les difficultés sociétales telles que la mal-gouvernance et la répartition inégale de la richesse.

La multiplication de ces conflits a été exacerbée par la prolifération illicite des Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC), causant ainsi des misères physiques et morales parmi les populations, brisant des liens familiaux, en plus de compromettre le développement économique des états africains.

Les efforts des gouvernements pour faire face aux crises humanitaires qui découlent de l'accès facile aux armes légères sur le continent doivent être salués au même titre que les mesures conjointes successives prises sur les plans politique et juridique, telles que la Déclaration de Bamako sur une Position Africaine Commune sur la Prolifération, la Circulation et le Commerce Illicites des

ALPC, et l'adoption de la Convention de la CEDEAO sur les ALPC, leurs Munitions et Matériels Assimilés.

Néanmoins, les résultats obtenus actuellement sur le plan national, régional et international en matière de contrôle sur les armes ne sauraient l'être sans l'appui infaillible et la mobilisation croissante de la société civile. En fait, c'est en partie grâce à la pression insistante de plusieurs organisations de la société civile que les Nations unies ont tenu une conférence en 2001 sur la lutte contre le commerce illicite des ALPC, dans le but de rechercher un consensus sur un contrôle international dans ce domaine.

La conférence débouchera sur Le Programme d'Action des Nations Unies pour la Prévention, la Lutte et l'Eradication du Commerce Illicite des Armes Légères et de Petit Calibre dans tous ses Aspects.

La campagne pour le "Contrôle des Armes" qui a été lancée par Oxfam, Amnesty International et le Réseau International d'Action sur les Armes Légères (IANSA) a permis de sensibiliser les Na-

tions unies et un nombre de plus en plus important d'Etats sur la nécessité absolue d'adopter un Traité sur le Trafic International des Armes, qui permettrait de réglementer les transferts d'armes et de prévenir le commerce illicite des armes.

Les actions énumérées ci-dessus sont juste une partie des contributions précieuses des organisations de la société civile africaines et internationales à la promotion d'un climat de paix viable et durable à travers le monde et sur le continent

En Afrique de l'ouest, l'activisme et les actions de plaidoyer pour la paix que mènent les organisations de la société civile (OSC) ont largement contribué à l'adoption de la Convention de la CEDEAO le 14 juin 2006. (Suite à la Page 6)

COMMISSION NATIONALE DU MALI

Présentation du Programme Armes Contre Développement (ARCODEV) à Kayes

Le projet ARCODEV vise à sensibiliser les populations sur les risques et les dangers de la détention illégale des armes tout en développant des initiatives d'économie solidaire à travers des solutions traditionnelles durables aux conflits transfrontaliers, à lutter contre la pauvreté en laissant promouvoir des actions de développement local par les populations et en créant un environnement sécuritaire propice au développement social et économique des communautés dans les zones couvertes par le projet.

Il comprend quatre (4) grands volets répartis comme suit :

- la sensibilisation ;
- la collecte et la destruction des armes;
- les activités génératrices de revenus;
- le plaidoyer .

« un habitant sur deux dispose d'une arme »

Il est très difficile de dénombrer les armes en circulation, détenues ou en transit vers le centre du pays et même le grand Nord. Mais ce dont on est sûr, c'est que la zone est une poudrière qui ne dit pas son nom. On peut affirmer sans aucun risque de se tromper, que Kayes est la région la plus armée du Mali et que : « un habitant sur deux dispose d'une arme ».

Par exemple, Les communes de Faraba et Faléa (cercle de Kéniéba), qui partagent les mêmes lignes frontalières avec le Sénégal et la Guinée Conakry, sont marquées essentiellement par le trafic intense d'armes en provenance des pays comme le Libéria, la Sierra Léone, la Guinée Bissau et la Gambie. Dans ces communes, les armes sont généralement en transit, mais quelques personnes en détiennent, surtout dans les zones aurifères, pour leur autodéfense.

Cependant ce qui est important de retenir **c'est qu'à la date d'aujourd'hui, le projet a déjà récupéré huit armes essentiellement des fusils de chasse.**

On a noté l'engouement tant au niveau des autorités politico-administratives que des populations lors de la cérémonie de lancement officielle de lancement du projet.

Les populations se sont aussi engagées à s'approprier les objectifs du projet. Ce qui augure des leurs d'espoir pour le projet, si l'on saurait s'y prendre, c'est-à-dire développer une stratégie adéquate et adaptée dans cette région du Mali.

Le lancement officiel dudit projet qui a eu lieu en Janvier dernier, a enregistré la participation massive de tous les élus



Une vue des Participants de la cérémonie de lancement

communaux et l'administration des zones concernées. Sur recommandation du Gouverneur de la région de Kayes, les Présidents des Conseils de Cercle et les préfets des quatre autres cercles ont aussi été conviés à la cérémonie de lancement et à l'atelier d'information, de sensibilisation et de communication qui en a suivi. Là aussi la participation a été plus marquée plus qu'on ne s'y attendait.

Par Dounamba Konaré
Assistante Regionale du Programme

Sections des Partenaires

Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP)

Concertation sur la Planification Stratégique et Atelier de Formation des Formateurs en Guinée- Conakry



Participants de l'atelier sur les FDF

OXFAM GB, avec le financement de l'Agence Suédoise pour la Coopération Internationale et le Développement (SIDA), soutient les émissions radiophoniques du WANEP dans les pays riverains du Fleuve Mano sur 3 années successives (2006 – 2008). Dans le cadre du processus de mise en œuvre du programme, WANEP-Guinée a tenu une Réunion de planification stratégique de deux jours et un atelier de Formation des Formateurs de trois jours sur l'édification de la paix pour les groupements féminins en Guinée Conakry du 6 au 10 février 2007. La planification stratégique et l'atelier de formation des formateurs ont donné le coup d'envoi de ces activités qui visent à étendre le programme du Réseau Femme dans l'Édification de la Paix (WIPNET) à la Guinée. Les activités étaient organisées de sorte à développer un puissant mouvement féminin transfrontalier pour le plaidoyer en faveur de la paix dans le bassin de l'Union du Fleuve Mano, capable d'influencer et de concrétiser les Politiques nationales et régionales. Les résultats tangibles suivants ont été obtenus, par activité:

1. Concertation sur la Planification

Suite de la Page PAGE 4 : Renforcement du Rôle des Organisations de la Société Civile en Afrique dans la Lutte pour le Désarmement et l'Édification de la Paix

Non seulement l'Afrique de l'ouest est entrée dans l'histoire en étant la première région du monde à déclarer un Moratoire sur les armes légères en 1998, mais elle a en plus poursuivi ses efforts en transformant ce Moratoire en un instrument juridique contraignant. Les organisations de la société civile africaines étaient en première ligne des processus de formulation et d'adoption.

En reconnaissance du rôle central que les organisations de la société civile peuvent jouer dans la promotion d'un désarmement pratique et de l'édification de la paix, UNREC est en train de mettre en oeuvre un projet pilote intitulé « Renforcement des Capacités pour le Désarmement Pratique et l'Édification de la Paix : renforcer les organisations de base et celles de la société civile ». L'objectif visé est de renforcer les capacités des OSC pour leur permettre d'agir en complémentarité des efforts des gouvernements nationaux pour consolider la paix et la sécurité à travers l'adoption d'un programme de formation devant déboucher sur la tenue d'un atelier de « formation des formateurs » à Lomé au Togo, d'ici le mois de novembre 2007. La formulation de ce programme de formation est en cours.

Le Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP) a tenu une session de concertation nationale avec les experts des médias et les responsables des radios locales à Monrovia au Libéria du 14 au 15 février 2007 pour les pays riverains du Fleuve Mano. L'objectif visé était d'apporter un appui technique au programme WIPNET du WANEP, pour faire du programme 'Voix des Femmes' un outil de programmation locale destiné à promouvoir la participation communautaire. Le programme 'Voix des Femmes' du WANEP est devenu un outil précieux pour atteindre une audience plus vaste, ce qui permet d'inciter à une meilleure implication des populations dans les questions affectant les femmes et qui constituent des obstacles à la paix et au développement humain en Afrique de l'ouest. La concertation a débouché sur les résultats précis suivants:

Stratégique;

- 20 femmes ont été identifiées dans 13 groupements féminins, pour collaborer avec le programme WIPNET Guinée
- des plans stratégiques, à court et à long terme, ont été élaborés pour maintenir et impliquer les femmes dans les initiatives d'édification de la paix dans le pays

2. Atelier de Formation des Formateurs

Des groupements féminins identifiés ont été formés pour faire partie d'une vaste coalition régionale de femmes pour le plaidoyer et le partenariat avec les hommes dans les processus d'édification de la paix

- 20 femmes en Guinée Conakry formées en médiation et négociation stratégique, pour leur permettre de s'impliquer pleinement dans les activités visant à édifier cette paix tant souhaitée dans le pays.

3. Concertation entre Wanep et les Médiateurs dans les pays riverains du Fleuve Mano

- Des coalitions transfrontalières viables, avec des praticiens avérés des médias des pays membres de l'Union du Fleuve Mano, ont été formées pour conseiller le WIPNET sur la programmation radiophonique
- La promotion de l'approche genre dans les initiatives d'édification de la paix grâce à l'implication des groupements de femmes rurales dans la conception et la diffusion des programmes des radios communautaires.

· La promotion de la visibilité du WANEP et d'OXFAM GB à travers les médias.